

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2016)
Heft: 4

Artikel: Les défis du Renseignement militaire
Autor: Vuitel, Alain
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781443>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Le Secrétaire d'Etat Colin Powell devant le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 5.2.2003, lors de son exposé sur les armes de destruction massive irakiennes
Source : archives ONU.

Renseignement

Les défis du Renseignement militaire

Brigadier Alain Vuitel

Chef du Renseignement militaire

Pour comprendre ce qu'est le Renseignement militaire en ce début de XXI^e siècle, il convient en premier lieu de le définir. Selon la terminologie, le renseignement surveille et apprécie de manière permanente les « *facteurs extérieurs à l'action militaire, afin d'assurer la liberté de manoeuvre de la conduite militaire et de la conduite politique.* »¹ Publiée dans le cadre d'Armée XXI, cette définition n'a rien perdu de sa pertinence. Le renseignement a pour seule finalité de permettre à nos autorités politiques et militaires de conserver leur liberté de manoeuvre, leur capacité d'initiative, en un mot leur autonomie ce qui, en termes politiques et juridiques, s'appelle la souveraineté. Celle-ci est d'autant plus fondamentale pour un Etat neutre comme le nôtre. Pour y parvenir, même avec des ressources limitées, la maîtrise du « cycle du renseignement » reste plus que jamais nécessaire. Dans la littérature spécialisée, ce cycle fait parfois l'objet d'une remise en question mais, au-delà de questions légitimes telles les limites de la distinction entre recherche et exploitation du renseignement, l'enjeu reste bien sa maîtrise.² Or, celle-ci passe en premier lieu par le pilotage des différents capteurs disponibles, des priorités définies et des besoins des décideurs, que ceux-ci soient militaires ou non.

Du cycle du renseignement

De nos jours, il n'est d'ailleurs plus seulement question de « cycle du renseignement, » mais de la notion plus large de « veille. » Veiller consiste à surveiller de manière permanente un environnement pour y déceler toute modification susceptible de prendre la forme d'une menace potentielle ou d'offrir une opportunité. Dans un cadre militaire, cette analyse permanente de la situation est étroitement liée à la capacité d'action même du

commandant. Elle s'inscrit donc dans une perspective d'anticipation au service de la décision, et va de pair avec les actions couvertes en permanence par le cycle du renseignement car, au final, il s'agit toujours de fournir au décideur des bases suffisamment fiables pour lui permettre de prendre la bonne décision au bon moment. Ce processus permanent commence par la définition de priorités de recherche qui, en fonction de l'évolution de la situation et de la concurrence des médias grand public, doivent être actualisées de plus en plus fréquemment. Il se poursuit par l'enchaînement des actions au cours desquelles un service de renseignement oriente ses recherches, recueille des données, les analyse et les transmet aux intéressés pour les aider à prendre à temps la bonne décision.

La finalité de ce processus demeure. Il s'agit toujours de donner un sens à l'information recherchée, donc de ne pas accumuler simplement des données mais de déceler dans la masse d'informations presque infinie disponible les éléments significatifs pour, au final, les agréger dans un produit, que celui-ci soit un texte, une infographie et/ou un exposé oral. Ce produit devra encore être adressé à la bonne instance de décision, à temps et dans la forme adéquate. La démarche est donc aussi bien qualitative que sélective : il faut commencer par savoir ce que l'on a besoin de savoir. Ce besoin peut être déterminé en fonction d'indicateurs ou d'hypothèses de travail. Ce n'est pas autrement que les Américains ont agi en 1962, lorsque leur avion de reconnaissance U2 a découvert des sites de lancement de fusées soviétiques sur l'île de Cuba. A cette époque, le « bulletin d'information » rédigé par la section des renseignements de l'EMG suisse (cf. Fig. 1) n'a pas fait autre chose lorsque, par la plume de son chef, le colonel EMG Musy et en procédant par élimination, il a interprété avant tout la crise comme une opération à buts essentiellement politiques, qui n'a failli dégénérer en guerre nucléaire que par accident.³

¹ Règlement 52.055 f, *Terminologie des règlements de conduite de l'armée*, définition « Renseignement. »

² Chopin, Olivier (dir.), *Etudier le renseignement. Etat de l'art et perspectives de recherche*, Paris, IRSEM, 2011, No 9.

³ Documents diplomatiques suisses : <http://db.dodis.ch/document/30211> (lien actuel), *Bulletin d'information No. 17/62. La crise de Cuba.*

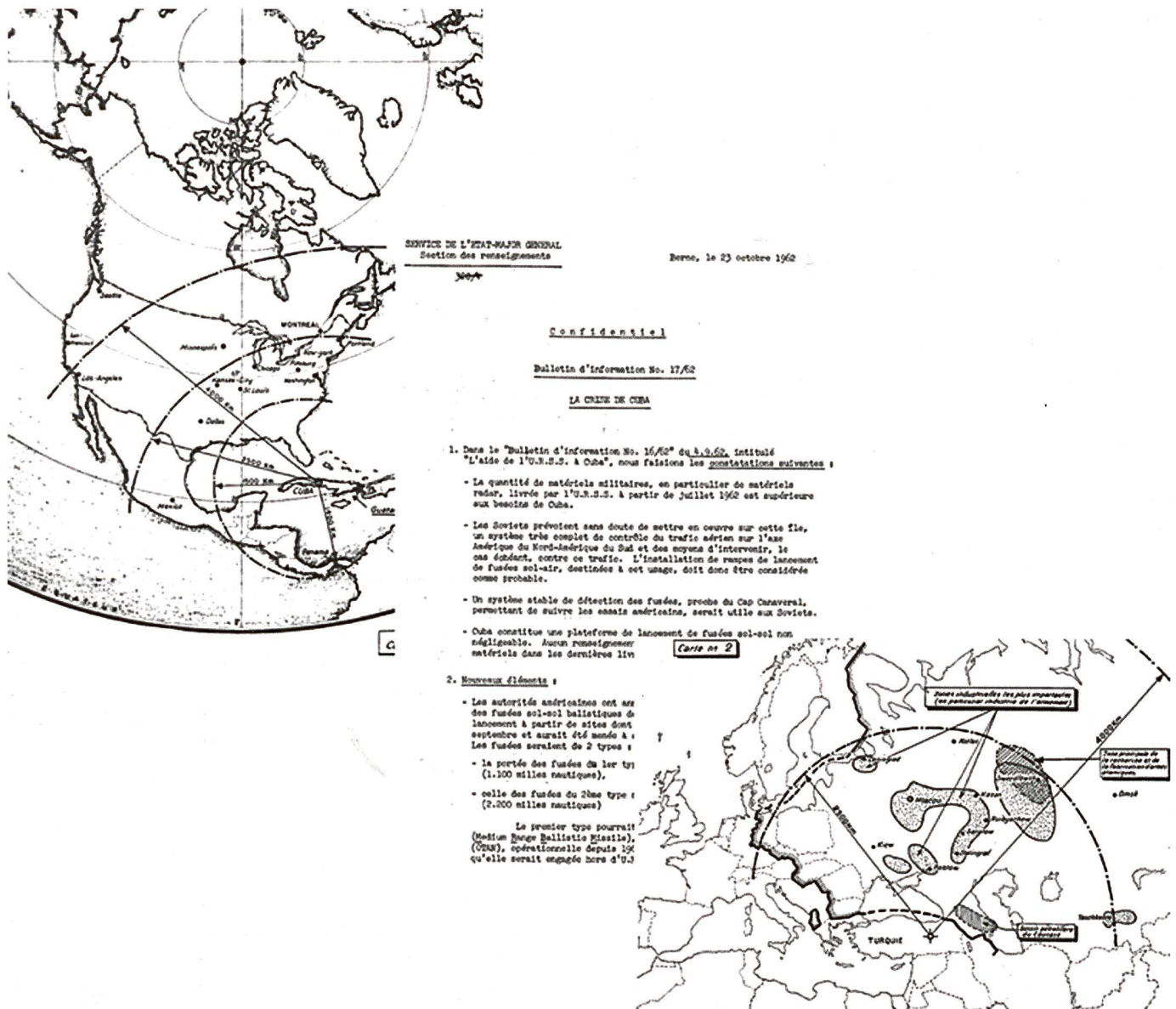


Fig 1 : Première page du compte rendu de situation du colonel EMG Musy et ses deux annexes (dodis.ch).

Pour parvenir à un tel résultat qui reste pertinent plus d'un demi-siècle plus tard, encore faut-il que le besoin en renseignement se traduise par une démarche claire, qui implique des choix. Car on ne peut pas tout savoir, et vouloir tout savoir peut même se révéler contre-productif si une prise de décision se trouve en attente de « toutes les données ». Il faut donc identifier les sources clés car c'est bien sur leur base que commence toute analyse, au cœur du savoir. Celle-ci suppose d'apprécier la valeur des données recueillies, de quelque nature qu'elles soient (textes, images, enregistrements audios ou vidéos, etc.), de les comparer, de les placer dans leur contexte et d'en mettre en évidence la signification ainsi que les éventuelles conséquences. Analyser, c'est d'une certaine façon un processus de traduction : il faut convertir le brouhaha de l'information dispersée en un « symphonie » pleine de sens, un renseignement. Nous sommes là au cœur de l'« intelligence du renseignement, » l'analyse, moteur de tout service de renseignement. Celle-ci va au-delà de la description des faits du temps présent, car elle a pour seule finalité de leur donner un sens. C'est ici

surtout un travail qualitatif qui doit être accompli, c'est-à-dire une réflexion qui s'appuie sur des disciplines aussi variées que l'histoire, la géographie, l'anthropologie, la sociologie, la science politique ou encore la psychologie sociale. L'analyse dans un service du renseignement s'apparente finalement à ce que Claude Lévi-Strauss appelait le « bricolage intellectuel. »⁴ Au final toutefois, l'analyse doit permettre d'anticiper en ayant reconnu les indicateurs pertinents d'un développement probable de la situation dans l'une ou l'autre direction. Puis vient le stade du faire savoir : la diffusion, très sélective, du produit final. Il faut alors que le bon renseignement parvienne au bon décideur en étant clairement formulé et sans lasser son attention. Car trop d'avertissements tuent la vigilance. A son tour, le décideur peut formuler de nouvelles questions avec pour effet de relancer le cycle du renseignement.

4 Cette métaphore apparaît en 1962, dans son essai *La pensée sauvage* (Paris, Plon). Bien évidemment, il existe aussi une analyse technique, fondée sur des connaissances scientifiques (par exemple, l'analyse de systèmes d'armes ou de détection).

Des menaces actuelles

Face à des menaces qui, depuis la fin de la guerre froide ont considérablement évolué en se globalisant et en prenant de multiples formes, les services de renseignement doivent compter avec des adversaires de plus en plus agiles comme l'Etat islamique (EI), capables de s'adapter très rapidement et de poursuivre des objectifs politico-stratégiques bien précis. Tel est le cas de l'EI au Proche- et Moyen-Orient, qui utilise à la fois des moyens d'action classiques et terroristes. Ce nouvel environnement opérationnel, qui est aussi celui de nos militaires actifs à l'étranger, exige un renseignement toujours plus précis, quasiment en temps réel vu la concurrence des médias (effets CNN et Twitter). C'est là un véritable défi. Car apprécier des menaces, anticiper sur des phénomènes inscrits dans la durée suppose donc une capacité permanente à prendre de la distance avec le présent. Le renseignement reste fondamentalement une réflexion très concrète sur le temps. Afin d'améliorer en permanence leurs prestations, il est nécessaire que les services de renseignement consacrent aussi du temps à la réflexion sur leurs pratiques afin de mieux identifier les savoirs et connaissances dont ils ont besoin pour rendre l'analyse encore plus pertinente. Ceci est d'autant plus important que les crises auxquelles ils doivent faire face oscillent de plus en plus entre guerre et paix, avec un degré d'incertitude important.

Le renseignement comme multiplicateur de force

Les destinataires de la production du Renseignement militaire, qui ont besoin de maîtriser l'incertitude sans forcément pouvoir l'éliminer, attendent un renseignement adapté à leurs besoins. La plus-value constitue donc un défi permanent, car elle consiste à apporter aux autorités civiles comme militaires un renseignement ayant la plus haute valeur ajoutée possible en fonction des sources disponibles: une information classifiée, originale, pertinente et opportune, obtenue par des moyens propres ou en coopération avec des partenaires suisses ou étrangers, dans des domaines clés définis par le *Rapport sur la politique de sécurité de la Suisse* (RAPOLSEC). Qu'il s'agisse d'un texte, d'une image ou encore d'un exposé oral, la production du Renseignement militaire doit pouvoir éclairer le décideur par un produit qui remplisse les conditions suivantes: mise en contexte, mise en perspective, unité de doctrine, appréciation de la menace/risques/dangers, conséquences concrètes. L'objectif est donc d'offrir des clés de compréhension du monde proche ou lointain, afin d'aider nos décideurs à mieux maîtriser son incertitude.

Pour qu'il soit un réel multiplicateur de force, le renseignement doit être à la fois utile, objectif, légitime et fiable. La fiabilité fonde la crédibilité de tout service de renseignement. Celle-ci conditionne l'intensité et la qualité de la coopération nouée avec des services partenaires qui traitent les mêmes dossiers. Pour que le renseignement reste un outil utile, il ne doit jamais devenir un acteur, en soutenant telle ou telle option ou en en justifiant la pertinence pour des raisons politiques.

L'erreur fait partie intégrante du renseignement. Outre-Atlantique, l'exemple le plus célèbre reste l'analyse erronée concernant la présence d'armes de destruction massives en Irak en 2002. Ces fausses informations ont justifié en partie l'intervention américaine en Irak, dont les conséquences sont encore bien perceptibles en 2016. Il faut relever ici que dans cette affaire, les services de renseignement iraniens se seraient aussi livrés à une campagne d'intoxication. L'objectif des Iraniens aurait été alors double: se débarrasser de leur vieil adversaire Saddam Hussein et lier les forces américaines en Irak de manière à les empêcher de s'en prendre à l'Iran.⁵

Pour éviter un tel piège, le renseignement doit rester fidèle à lui-même. Il n'est pas tout et ne peut pas tout. C'est une école de modestie qui doit apprendre à remettre en cause les certitudes. Il ne peut apporter des réponses définitives à toutes les questions ouvertes. Le renseignement peut ne pas être parfaitement recoupé. L'information recherchée peut être particulièrement protégée et même faire l'objet d'une manipulation. Disposer de renseignements ne veut pas dire détenir des preuves, car par nature le renseignement est fragmentaire et déductif. En revanche, il doit aider le décideur à réduire la marge d'incertitude qui entoure les questions dont il est saisi.

Le Renseignement militaire tire sa légitimité du fait qu'il opère dans un cadre légal conforme au droit suisse et qu'il fait l'objet d'un contrôle parlementaire permanent. Il s'agit là de sa meilleure protection face aux «affaires.» Face aux menaces auxquelles doivent faire face actuellement les Etats démocratiques, il importe de ne pas renier ses valeurs et tout particulièrement l'Etat de droit.⁶

Même s'il ne dispose pas de moyens comparables à ceux de services partenaires, c'est de sa méthode de travail que le Renseignement militaire pourra tirer sa force à l'avenir. Celle-ci découle aussi bien de la doctrine en vigueur que de la somme considérable de savoir disponible en son sein au travers de ses collaborateurs. Dans une certaine mesure, le Renseignement militaire peut ainsi compenser son manque de moyens par sa grande polyvalence et son niveau d'organisation. Afin qu'il puisse rester un multiplicateur de force, l'avenir du renseignement ne réside pas seulement dans ses bases de données, mais dans son personnel, en particulier son personnel de milice, ses larges compétences dans les sciences exactes, les sciences humaines ou sociales... et *in fine* sa curiosité.

Quelles conséquences pour le Renseignement militaire dans la perspective du DEVA?

Face aux défis sécuritaires du monde actuel et futur, ainsi qu'à un degré d'incertitude inégalé jusqu'à présent, il est vital pour un Etat neutre comme la Suisse de préserver en tout temps et à n'importe quel prix sa liberté d'action.

5 David C. Gompert, Hans Binnendijk, Bonny Lin, *Blinders, Blunders, and Wars*, Santa Monica, RAND, 2014, ch. 14: The U.S. Invasion of Iraq, 2003.

6 Sébastien-Yves Laurent, Bertrand Warusfel, *Transformations et réformes de la sécurité et du renseignement en Europe*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2016.

De celle-ci dépendent à la fois sa crédibilité sur la scène internationale et le caractère dissuasif de tout son système sécuritaire. Celui-ci doit être toujours perçu dans sa globalité, en prenant en compte aussi bien les différents acteurs civils que bien évidemment l'armée, sa seule réserve stratégique. Dans un tel contexte, le Renseignement militaire se doit d'apporter les prestations suivantes (cf. Fig. 2)

Anticipation : en tant que ligne de défense avancée, le Renseignement militaire a pour seule finalité d'anticiper ce qui pourrait se passer dans le prochain « compartiment de terrain, » de reconnaître les formes de combat à venir et pas de narrer ce qui s'est passé. L'identification des capacités militaires clés à détenir dans le futur est ici essentielle.

Engagements et opérations : en Suisse comme à l'étranger, la situation doit faire l'objet d'une appréciation permanente. Au centre se trouvent la menace, les risques et dangers que courent nos forces dans toutes les sphères d'opérations. Dans cette optique et s'il veut le faire en toute indépendance, le Renseignement militaire se doit de travailler avec plusieurs sources, qu'elles soient classifiées ou non. Dans le même ordre d'idées, il lui faut lutter contre la « pensée en silos » et viser une appréciation globale de la situation. Vu les ressources limitées disponibles, une telle tâche est assurée en étroite collaboration avec le SRC et tous les partenaires civils pertinents (Affaires étrangères, organes de crise cantonaux, corps des gardes-frontière, etc.).

Instruction : pour y parvenir nous devons, nous aussi, redécouvrir certains fondamentaux du travail de l'officier de renseignement, qu'il soit professionnel ou non et ceci à tous les échelons, depuis le corps de troupe jusqu'à la grande unité et au-delà : la critique des sources, une curiosité de tous les instants, la capacité de penser de façon globale et pas seulement strictement dans la dimension militaire, la maîtrise des outils centraux que restent l'analyse du milieu ou l'analyse des acteurs et de leurs capacités, que ceux-ci soient conventionnels ou non. La sphère numérique n'a pas aboli les autres sphères, à commencer par la réalité du terrain.

Conditions cadres (droit, règles, évaluation des conflits armés et développement des forces armées étrangères) : la crédibilité du Renseignement militaire repose à la fois sur le respect du droit et de règles qui garantissent un contrôle indépendant de ses activités. Sur un autre plan et vu sa spécificité militaire, le SRM/SRA évalue les conflits armés qui se déroulent dans les zones d'intérêt de l'Armée, ainsi que le développement des Forces armées étrangères. Avec un double objectif : tirer des enseignements pertinents pour le développement de nos propres forces armées, puis les éventuelles conséquences qui en découlent, mais toujours avec le recul nécessaire. Face à un monde de plus en plus incertain, le renseignement apparaît comme un outil destiné à réduire cette incertitude. Instrument du savoir, préalable nécessaire à toute action, il doit figurer au nombre des priorités qui dictent le développement de toute force armée. A n'en

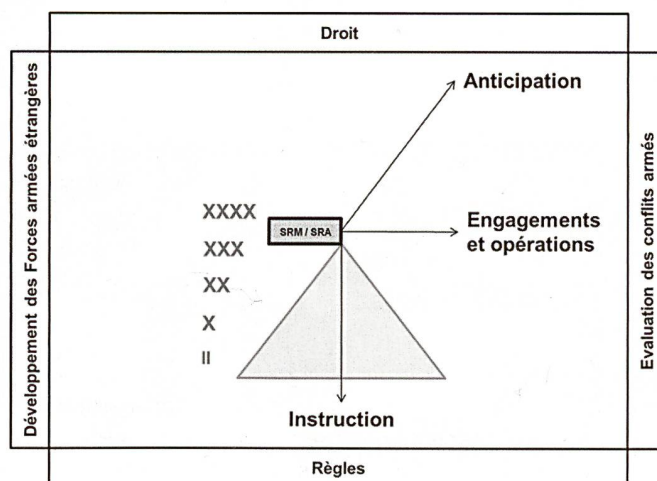


Fig 2 : Positionnement actuel et futur du SRM/SRA au sein de l'Armée.

pas douter, le monde globalisé du XXI^e siècle sera plus incertain que ne l'a été celui du XX^e siècle, à la fois en raison de sa complexité et de son « instantanéité. » Dans ce contexte exigeant, notre façon d'envisager le monde de demain doit demeurer aussi ouverte que possible. Pour les aider à maîtriser un tel environnement, tous les Etats démocratiques se reposent sur différents instruments, parmi lesquels le renseignement. Ayant donné un sens aux diverses informations reçues, celui-ci vise à réduire l'ampleur de l'incertitude plutôt que l'incertitude elle-même.

A. V.

Le renseignement tactique © Bat expl 2.

